

VIA Rail. Il affirme que 3 p. 100 des Canadiens prenaient le train pour se déplacer d'une ville à l'autre.

Et bien, monsieur le Président, vous savez qu'on peut utiliser des données de bien des façons. Cette proportion de 3 p. 100 correspondait à 6,5 ou 7 millions de Canadiens et ne cessait de s'accroître. Chaque jour, de plus en plus de gens prenaient le train. À cause de la décision du gouvernement, de deux à trois millions de citoyens sont privés de ce service.

Nous faisons valoir depuis le début que le gouvernement devrait agir comme il l'a promis et comme le gouvernement précédent l'avait promis. Je l'ai déjà dit d'ailleurs. Sept ministres des Transports ont promis d'investir dans VIA Rail. Ils ont commencé. Ils ont acheté de nouvelles locomotives, mais malheureusement, parce qu'ils ne sont pas passés à l'étape suivante, celle d'acheter du nouvel équipement voyageurs, ils ont dû relier les vieilles locomotives au nouvelles simplement pour chauffer les trains derrière. Ce n'est pas le summum de l'efficacité.

Le gouvernement a aussi garanti qu'il n'y aurait pas d'impact sur l'environnement, que le déplacement de la nombreuse clientèle du train vers l'avion, l'automobile et l'autocar aurait une incidence négligeable. Si l'on ajoute sur les routes un million de trajets d'automobile de plus par année, selon les chiffres mêmes du gouvernement concernant les automobiles dont les émissions dans l'atmosphère vont détériorer proportionnellement l'environnement, il est évident que les prévisions du gouvernement ne peuvent être exactes.

Nous poursuivons la lutte devant les tribunaux et dans la rue. Nous persévérons parce que nous savons qu'une fois auparavant, on a réduit le service ferroviaire dans notre pays. C'était en 1982-1983. Je crois, monsieur le Président, que vous avez pris part aux valeureux efforts déployés pour convaincre alors le gouvernement au pouvoir de revenir sur sa décision. C'était indéniablement une erreur en 1982 de réduire le service de VIA de 20 p. 100, ce que les libéraux ont fait, comme c'est une erreur en 1989 de décider d'amputer le service de 50 p. 100.

Monsieur le Président, je vous dis à vous et au gouvernement du Canada qu'on a commis une erreur capitale. Elle reviendra hanter les députés ministériels, surtout dans deux ou trois ans quand ils solliciteront un nouveau mandat et que les électeurs pourront juger le gouvernement actuel. Comme nous le savons, les partis ministériels sont plus souvent défaits que réélus dans notre pays.

L'ajournement

Le parti conservateur reviendra dans l'opposition et sera remplacé, je l'espère, par un parti qui est réellement partisan du service ferroviaire voyageurs et non par un autre qui en parle en bien lorsqu'il est dans l'opposition mais qui l'attaque quand il est au pouvoir.

J'ai hâte d'entendre la réponse du secrétaire parlementaire. La bataille qu'il livre, la bataille politique, est perdue d'avance, mais je suis quand même curieux d'entendre ce qu'il a à dire.

M. Ross Belsher (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): Monsieur le Président, je suis très heureux que le député de Thunder Bay—Atikokan se préoccupe autant du bien-être du gouvernement dans toute cette affaire.

La décision que nous avons prise a été vraiment très difficile, mais les dures réalités financières ne nous laissaient pas le choix. Quand le député d'en face a soulevé la question en novembre, il l'a fait à la lumière de la recommandation du comité permanent qui proposait de mettre en suspens les changements annoncés pour le 15 janvier.

Fait intéressant, le comité n'a pas, dans ses recommandations, précisé où le gouvernement aurait pu trouver les fonds pour acquitter les énormes dépenses requises afin de maintenir VIA à flot, s'il avait évidemment accepté cette recommandation. Là est toute la question. Les idées généreuses, c'est bien beau, mais il nous faut tenir compte de la réalité.

Dans sa décision sur le nouveau réseau, le gouvernement a dû tenir compte des recettes fiscales, du nombre de voyageurs et des besoins en matière de transport. Nous devons rebâtir VIA sur des bases solides pour garantir sa survie.

Malgré les 5 milliards de dollars versés à VIA depuis 1977, il a fallu continuer à augmenter les subventions. Celles-ci ne cessent d'augmenter, malgré des investissements de 5 milliards de dollars.

En 1988, les subventions ont atteint le chiffre record de 644,8 milliards de dollars. Et pourtant, cette année-là, le nombre de voyageurs était inférieur de 20 p. 100 à celui enregistré en 1981.

Nous avons, dans notre décision, maintenu le service transcontinental, qui a marqué notre histoire, et le service aux régions éloignées dont le seul moyen de transport est le chemin de fer. De plus, nous continuons d'assurer un service quotidien dans le corridor Québec-Windsor, qui fournissait 70 p. 100 de la clientèle de VIA en 1988.